

Energie : le régime light

LE MONDE | 07.10.09 | 15h25 • Mis à jour le 07.10.09 | 15h25

On se croirait revenus au premier choc pétrolier (1973), qui avait contraint les gouvernements à se lancer dans *"la chasse au gaspi"*. A l'époque, les mesures d'économies d'énergie répondaient à des exigences économiques et géopolitiques : la hausse du prix de l'or noir, décidée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), et la sécurité d'approvisionnement énergétique.

Trente-cinq ans se sont écoulés, et ces préoccupations n'ont pas disparu. D'autant que le monde risque d'affronter un nouveau choc pétrolier au cours de la prochaine décennie. Mais c'est d'abord l'urgence climatique qui mobilise les autorités. La sobriété énergétique reste le meilleur moyen de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), juge-t-on à Bruxelles et dans les capitales européennes.

Avec ses *"trois fois vingt"*, la Commission européenne a fixé des objectifs pour 2020 : 20 % d'économies d'énergie ; 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation en 2020 ; et 20 % de GES en moins par rapport à leur niveau de 1990. Mais rien n'est obligatoire. Pour la première fois cet été, en juillet, le commissaire européen à l'énergie, Andris Piebalgs, a envisagé que ces objectifs deviennent contraignants.

De son côté, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) tire la sonnette d'alarme. En douze recommandations pour plus d'efficacité énergétique, remises aux pays du G8 réunis à l'été 2007, l'AIE insiste sur la rénovation des immeubles existants, le développement des transports économes, la suppression rapide des lampes à incandescence, l'adaptation des appareils électroniques... Chaque pays doit, selon elle, engager des plans ambitieux.

Révolution copernicienne

La France, qui affiche une intensité énergétique faible (énergie nécessaire pour créer 1 point de PIB) et un bilan carbone très honorable grâce à l'électricité nucléaire, prétend devenir *"l'économie la plus efficiente en carbone de l'UE à l'horizon 2020"*. Dans le rapport préparatoire au Grenelle de 2007, le gouvernement soulignait que *"la maîtrise des consommations est la voie la plus sûre, la plus efficace et, à bien des égards, la moins coûteuse, pour atteindre nos objectifs de lutte contre le réchauffement climatique"*.

Paris l'a réaffirmé en 2008 lors de sa présidence européenne et dans la loi d'orientation Grenelle 1, censée marquer *"la transition vers une nouvelle économie sobre et compétitive"*. Les écologistes estiment pourtant que la France est loin d'avoir fait une véritable révolution copernicienne, les efforts de sobriété risquant d'être gommés par les exigences de compétitivité.

Les travaux préparatoires au Grenelle constataient notamment que *"le bâti existant est d'une inefficacité énergétique incompréhensible"*. Outre la contribution climat-énergie ("taxe anticarbone") prévue dans le budget 2010, la loi Grenelle insiste sur les économies d'énergie

dans les bâtiments (40 % de l'énergie finale et 25 % des émissions de CO₂) en France. Cette consommation devra être réduite de 38 % d'ici à 2020.

"Si les dispositions relatives à l'urbanisme prévues dans le projet de loi Grenelle 2 sont confirmées, on aura franchi un grand pas", juge Gérard Magnin, délégué général de l'association de villes Energie-Cités. La conception même des villes devra, en effet, prendre en compte l'*"empreinte carbone"* qu'elles laisseront. Et c'est sur l'habitat et les transports que les économies seront réalisées.

L'industrie et les services sont amenés à un peu plus de sobriété. Les centres commerciaux s'y mettent. Les grands fabricants informatiques se regroupent et proposent des formules moins énergivores à leurs clients. Des entreprises poussent leur engagement jusqu'à proposer une récupération de l'eau de pluie et un traitement des déchets.

Dans les foyers, le calcul est vite fait : s'équiper en ampoules à basse consommation, acheter l'électroménager le moins gourmand (classe A) et éteindre tous les appareils en veille permet de réduire sa facture de 30 %. Citoyens, chefs d'entreprise, hommes politiques, tout le monde commence à transcrire dans les faits une lapalissade : l'énergie la moins chère et la moins destructrice pour la planète est celle qu'on n'utilise pas.

Jean-Michel Bezat

Article paru dans l'édition du 08.10.09